Au tour des "juppéistes" de quitter le navire Fillon

Après Bruno Le Maire et ses soutiens, ce sont maintenant les proches de Juppé qui ont annoncé, hier, leur départ de l'équipe de campagne

Menacé par une mise en examen, perquisitionné à son domicile parisien, François Fillon a tenté une nouvelle fois de se relancer dans la campagne, se posant jeudi soir à Nîmes en «combattant» qui n'a pas «l'intention de se coucher», alors que les défections, notamment de juppéistes, se multiplient.
Sur le plan judiciaire, un nouvel épisode s'est ajouté avec une perquisition dans la journée au domicile parisien de François et Penelope Fillon, dans le VIIe arrondissement, selon des sources concordantes.
Mais sur la scène de la salle Parnasse à Nîmes, le candidat n'a rien lâché. *«Vous avez devant vous un combattant. Que celles et ceux qui ont du cran se lèvent !»*, a lancé l'ancien Premier ministre sous l'ovation d'environ 3 000 militants chauffés à blanc. *« Sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la machine à broyer, la machine à scoops, la machine à rumeurs s'est mise en marche. Mais je vous le redis: je n'ai pas l'intention de me coucher »*, a-t-il prévenu.

Selon des proches, il y a le feu au QG de Fillon. (Photo EPA)

La journée fut pourtant rude avec des dizaines de défections au sein de la droite. La veille, M. Fillon avait annoncé, au terme d'une matinée rocambolesque, sa convocation judiciaire avec une probable mise en examen le 15 mars par les juges d'instruction chargés d'enquêter sur les emplois présumés fictifs de son épouse et de deux de ses enfants.
Après Bruno Le Maire mercredi, c'est Gilles Boyer, conseiller d'Alain Juppé et trésorier de la campagne de François Fillon, qui a jeté l'éponge hier. Trois parlementaires proches du maire de Bordeaux ont fait de même, Benoist Apparu, Edouard Philippe et Christophe Béchu car la campagne prend une *« tournure incompatible »* avec leur *« façon d'envisager l'engagement politique »*.

Georges Fenech promeut Juppé !

De son côté, le député LR Georges Fenech a appelé à parrainer Alain Juppé, adversaire malheureux de M. Fillon à la primaire.
« La base, elle, tient » et *« je m'appuie sur les Français »*, a rétorqué dans la journée le candidat devant la presse. Et s'il était lâché par tous les élus LR ? *« On fera sans eux ! »*, a-t-il répliqué depuis Nîmes où il a tenté, en début de soirée, de relancer sa campagne dans ce département du Gard où le FN a recueilli 42,6 % des suffrages au second tour des régionales en 2015.
« Il y a un mois, on cherchait à s'accorder sur un plan B. Là, c'est plutôt : on le vire et on verra bien qui on met à la place, l'important, pour tous les courants de LR, c'est d'éviter la honte à la présidentielle », explique, sans ambages, une source LR. Il voit une issue se *« dessiner autour de Juppé »*, qui ne serait plus visé par un *veto* de Nicolas Sarkozy.
En attendant, un rassemblement de soutien a été annoncé pour dimanche après-midi place du Trocadéro à Paris (16e arrondissement), là-même où Nicolas Sarkozy avait tenu un meeting d'entre-deux tours avant sa défaite face à François Hollande en 2012.

Le domicile parisien des Fillon perquisitionné

Une perquisition a eu lieu, hier, au domicile parisien de François et Penelope Fillon, alors qu'une information judiciaire a été ouverte la semaine dernière sur des soupçons d'emplois fictifs visant le candidat de la droite à la présidentielle.
La perquisition *« a eu lieu plus tôt dans la journée »* au domicile du couple dans le 7e arrondissement de Paris. *« Elle s'est terminée il y a plusieurs heures »*, a-t-on ajouté dans l'entourage de l'ex-Premier ministre sans autre commentaire.
On se souvient que des perquisitions avaient déjà été menées à l'Assemblée nationale et à la *Revue des deux mondes* au début de l'enquête préliminaire, ouverte fin janvier par le parquet national financier (PNF).

Les réactions

Attaques contre la justice : les protestations des magistrats s'accumulent

Après la Cour de cassation mercredi, les chefs de la cour d'appel de Paris et les premiers présidents de toutes les cours d'appel de France hier : les protestations de magistrats, attaqués par la droite et l'extrême droite, s'accumulent. *« Face aux récentes mises en cause de l'action de la justice, les chefs de la cour d'appel de Paris rappellent que les magistrats ont le devoir de rechercher la vérité selon les règles du code de procédure pénale, dans le respect des principes de la présomption d'innocence et du contradictoire»*, ont déclaré Chantal Arens, première présidente et Catherine Champrenault, procureure générale de la cour d'appel de Paris, dans un communiqué.
C'est dans le ressort de la cour d'appel de Paris que des juges mènent actuellement l'enquête sur les affaires d'emplois fictifs présumés concernant le candidat de la droite à l'élection présidentielle François Fillon, ainsi que le Front national.

Fillon « emporte son camp dans une course ers l'abîme » affirme Villepin

Dominique de Villepin, ex-Premier ministre, a estimé, hier dans une tribune au *Figaro*, qu'en maintenant sa candidature à l'élection présidentielle, François Fillon *« emporte son camp dans une course vers l'abîme »*

Catherine Vautrin (LR) veut « un autre candidat »

Catherine Vautrin, députée LR de la Marne, veut que *« François Fillon consacre toute son énergie à défendre son honneur »*, et réclame *« un autre candidat »*